

et encaisser un pourcentage des bénéficiaires, le cas échéant? Pour ce qui est de la réunion des capitaux, l'effet serait le même selon moi, et, en toute logique, la propriété appartiendrait en partie aux Canadiens si nous recourrions à cette méthode. Nous devrions réfléchir davantage là-dessus. Nous avons déjà fourni des centaines de millions de dollars au programme d'expansion régionale et, dans le cas de grandes entreprises, fabriques de pâtes et papiers, pétrole, le gouvernement devrait investir des fonds plutôt que d'octroyer des subventions.

J'aimerais mentionner un ou deux sujets sur lesquels le gouvernement ferait bien de se pencher et qui se rapportent à la question dont nous discutons. J'estime qu'au Canada il y a une pénurie de la formation à la gestion des entreprises et que le gouvernement devrait apporter certains encouragements. Cela aurait des effets sur notre situation politique et sociale. Il est mauvais que les gestionnaires d'entreprises qui prennent des décisions importantes viennent d'un pays autre que le Canada. Je ne pense pas que les facultés mentales ou intellectuelles ni les aptitudes commerciales des Canadiens soient moins bonnes. Il est possible que nous n'ayons pas eu la possibilité de nous développer dans certains domaines comme nous aurions dû le faire et j'aimerais suggérer au ministre qu'il envisage d'apporter son aide en ce sens. Certes il existe quelques écoles commerciales au Canada et il serait bon de les aider ou au moins de les encourager.

C'est également important au point de vue social. Les petites entreprises canadiennes des Prairies sont également importantes et il serait logique de les encourager à prendre de l'expansion et à devenir de grosses entreprises au lieu d'encourager une quelconque entreprise géante étrangère à s'y implanter et à nous arracher encore une nouvelle part de notre économie. Cela semble une mesure logique.

Le rapport Gray fait état d'entreprises mixtes et je suis partisan que nous étudions cette possibilité. Je n'entrerai pas dans les détails mais nous pourrions étudier différentes autres choses. Par exemple, nous pourrions faire une distinction en veillant à ce que le gouvernement achète auprès de firmes sous contrôle canadien plutôt que sous contrôle américain. Nous pourrions accorder des subventions et des prêts uniquement aux firmes sous contrôle canadien et appliquer un régime fiscal les favorisant. Ce sont simplement des mesures logiquement capables d'atteindre les objectifs politiques et sociaux dont certains députés ont parlé cet après-midi.

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas participé au débat jusqu'ici, mais je ne voudrais pas que cette loi soit adoptée avant que je dise ce que j'en pense. Nous avons proposé ces amendements parce que nous tenons absolument à ce que cette question ne soit pas considérée du seul point de vue économique. Nous sommes convaincus que le bien-être social, économique et politique du Canada est indivisible et que l'aspect économique ne peut être considéré sans les deux autres. On ne peut en séparer ou en perdre un aspect sans qu'il en soit de même pour les autres. Voilà pourquoi nous tentons d'apporter ces amendements, dans un effort déterminé pour rendre cette loi plus mordante.

Le gouvernement a été prévenu maintes et maintes fois—trois fois dans ses propres rapports et à maintes reprises par des organismes et des particuliers attentifs et autorisés—que l'étendue et la nature des investissements américains mettent en danger l'économie du Canada, sa souveraineté politique et son identité culturelle. En dépit de tous ces avertissements, en dépit de l'accroissement de

la pauvreté et des privations, malgré l'appréhension des Canadiens dont plusieurs sont en difficulté à cause du manque d'une politique de la part du gouvernement, ce gouvernement se refuse d'entendre raison. Au contraire, il se laisse complaisamment bercer par le chant des sirènes du continentalisme; c'est dire qu'il accepte la domination américaine de l'avenir économique, politique et culturel du Canada.

Cette proposition d'examiner la mainmise étrangère sur les sociétés canadiennes n'est qu'un simple marchandage des conditions selon lesquelles une petite fraction des capitaux américains entrent au Canada. Elle laisse intacte toute cette orchestration catastrophique par laquelle le Canada est graduellement submergé par le flot des grosses entreprises américaines de la tactique politique américaine et des valeurs culturelles américaines. Le pire c'est que la digue tiendrait le coup si des Canadiens au sein du gouvernement ne la séparent pas constamment de l'intérieur facilitant ainsi la pénétration du flot.

Si notre pays doit demeurer uni, il faut être maître chez nous. Le gouvernement permet à un énorme et puissant voisin de s'installer chez nous et de tracer notre mode de vie. Le gouvernement manque à sa promesse de laisser le Canada se développer seul et à sa manière, grâce à toutes sortes de possibilités et d'innovations qui lui sont propres et que nous devrions promouvoir nous-mêmes. Nous n'avons qu'à regarder ce qui se produit pour voir à quelle situation désastreuse nous faisons face. Cette loi ne fera qu'empirer les choses parce qu'elle ne signifiera rien du tout.

Économiquement, on a permis au pays de s'enliser dans une situation où les deux extrémités du pays manquent désespérément d'industries. La côte Ouest est riche en ressources de toutes sortes mais pendant des années, notre industrie a été sous-développée et nous avons permis au gouvernement d'agir comme il l'a fait sans élaborer une politique pour venir en aide. Nos bons emplois filent à l'étranger et avec eux s'envolent nos revenus.

Récemment, l'honorable représentant de Fraser Valley Ouest (M. Rose), a donné l'exemple d'une petite société ayant réussi à produire et mettre au point au Canada une scie articulée spéciale qui avait été mise sur le marché et dont la demande augmentait. Puis, la société mère, contrôlée aux États-Unis, a décidé qu'elle ne commercialisait plus cette scie articulée spéciale et a transporté son usine aux États-Unis; avec elle sont partis les emplois et les revenus de beaucoup de gens de la région.

• (2020)

Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres qui se sont répétés sans cesse. À l'autre bout du Canada, les provinces maritimes ne sont pas dotées de ressources naturelles aussi abondantes que la Colombie-Britannique, mais elles ont un potentiel touristique extraordinaire et offrent des possibilités d'expansion industrielle. Cependant, les Maritimes se sont toujours trouvées dans un état d'inanition économique qui, joint au manque de croissance propre, prive leur jeunesse de toute perspective de progrès. L'histoire des Maritimes a été bien triste jusqu'ici, puisque la jeune génération de ces provinces a été obligée de prendre la route de Boston, puis celle de l'Ouest pour rentrer les moissons et enfin, atteindre la côte du Pacifique où elle s'est établie et a contribué très utilement à la vie de cette région.